



**Pouvoir adjudicateur**  
**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE  
DE LIMOGES**

**Etablissement support du GHT du  
Limousin**

2, avenue Martin Luther King  
87042 LIMOGES CEDEX

Cellule de la Commande Publique - Fax :

05.55.05.60.87

Adresse électronique :

[celluledesmarches@chu-limoges.fr](mailto:celluledesmarches@chu-limoges.fr)



## **Marchés Publics de Travaux**

**PROCEDURE N°MAPA\_TRAVAUX\_2025-01-MIGRATION\_SDI**

# **MIGRATION DU SDI ET MIGRATION DU CMSI CONVENTIONNEL EXISTANT EN ADRESSABLE DES BÂTIMENTS A/B/D**

### **Procédure utilisée**

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique

# **Cahier des Clauses Administrative Particulières (C.C.A.P)**

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I. GENERALITES .....</b>	<b>4</b>
<b>PREAMBULE :.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES .....	5
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE .....	6
ARTICLE 3. DECOMPOSITION DU MARCHE .....	6
Article 3.1. Décomposition en lots.....	6
Article 3.2. Décomposition en tranches.....	6
ARTICLE 4. FORME DU MARCHE – DISPOSITIONS.....	6
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE – DELAI D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
Article 5.1. Durée du marché – Délai d’exécution.....	7
Article 5.2. Exécution complémentaire.....	7
ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE .....	7
Article 6.1. Pièces constitutives du marché.....	7
<b>LES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE SONT DES PIECES GENERALES ET DES PIECES PARTICULIERES.</b>	<b>7</b>
<b>LES PIECES PARTICULIERES SONT : .....</b>	<b>7</b>
<b>LES PIECES GENERALES SONT :.....</b>	<b>8</b>
Article 6.2. Pièces à délivrer au titulaire du marché.....	8
ARTICLE 7. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE .....	8
Article 7.1. Changements administratifs affectant le titulaire.....	8
Article 7.2. Protection de la main-d’œuvre.....	9
Article 7.3. Assurance.....	9
Article 7.4. Confidentialité, protection des données personnelles, mesures de sécurité.....	10
Article 7.5. Obligations relatives à la sous-traitance.....	10
Article 7.6. Nantissement et cession de créance.....	11
<b>CHAPITRE II. PRIX ET REGLEMENTS.....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 8. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	11
Article 8.1. Contenu des prix du marché.....	11
<b>LES PRIX SONT INDiques DANS LE MARCHE HORS TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA).....</b>	<b>11</b>
Article 8.2. Variation des prix du marché.....	12
ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT.....	13
Article 9.1. Régime des paiements.....	13
Article 9.2. Application des taux de T.V.A.....	13
Article 9.3. Périodicité des paiements.....	13
Article 9.4. Présentation des demandes de paiement.....	13
Article 9.5. Répartition des paiements.....	14
Article 9.6. Paiement des sous-traitants.....	14
Article 9.7. Délai de paiement – intérêts moratoires.....	15
ARTICLE 10. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE .....	16
Article 10.1. Avances.....	16
Article 10.2. Retenue de garantie.....	16
<b>CHAPITRE III. EXECUTION.....</b>	<b>17</b>

ARTICLE 11.	EXECUTION GENERALE DU MARCHE .....	17
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX .....</b>	<b>17</b>
Article 12.1.	Nettoyage du chantier .....	17
Article 12.2.	Mesures concernant la santé et la protection des travailleurs .....	17
Article 12.3.	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ..	17
ARTICLE 13.	MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT .....	18
ARTICLE 14.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX .....	18
Article 14.1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	18
Article 14.2.	Réception.....	18
Article 14.3.	Documents fournis après exécution .....	18
Article 14.4.	Délai de garantie.....	19
<b>CHAPITRE IV.</b>	<b>DIFFERENTS ET LITIGES .....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 15.	PENALITES .....	19
Article 15.1.	Pénalités de retard .....	19
Article 15.2.	Pénalités diverses .....	19
ARTICLE 16.	RESILIATION DU MARCHE .....	20
ARTICLE 17.	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE .....	20
ARTICLE 18.	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT .....	21
<b>CHAPITRE V.</b>	<b>DEROGATIONS AU C.C.A.G.....</b>	<b>21</b>

*La présente procédure est régie par le Code de la commande publique.*

## Chapitre I. Généralités

### Préambule :

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), **une convention constitutive** a été signée le 30 juin 2016. Celle-ci **a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.**

**Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :**

- *CHU Limoges en qualité d'établissement support*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourganeuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au **CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché** ainsi que certaines missions liées à l'exécution (conclusion de modifications de marché public, etc...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire du Limousin. A ce titre, le Directeur général ou son représentant sera le signataire des marchés.

**Attention** : ces éléments ne sont fournis qu'à titre indicatif, la présente consultation ne concernant que le CH de SAINT JUNIEN

## Article 1. Parties contractantes

### Noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur :

<b>Pouvoir adjudicateur :</b>	<b>CHU de Limoges</b> - Etablissement support du GHT du Limousin - Représenté par sa Directrice Générale
<b>Type de pouvoir adjudicateur :</b>	Etablissement public de santé.
<b>SIRET:</b>	26870851800017
<b>Adresse :</b>	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX
<b>Adresse du profil acheteur</b>	<a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a>

  

<b>Maître d'ouvrage :</b>	Centre Hospitalier Roland Mazoin
<b>SIRET :</b>	26871540600016
<b>Adresse :</b>	12 rue Châteaubriand - 87200 Saint Junien

  

<b>Référent administratif :</b>	Service Achats
<b>Adresse électronique:</b>	<a href="mailto:achatsght@ch-stjunien.fr">achatsght@ch-stjunien.fr</a>

  

<b>Référent technique :</b>	Reynaeld BEGUE
<b>Adresse électronique</b>	<a href="mailto:achatsght@ch-stjunien.fr">achatsght@ch-stjunien.fr</a>

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Madame la Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Limoges.

La maîtrise d'ouvrage est assumée par le CH de St JUNIEN.

L'entreprise dont l'offre a été retenue est désigné par le terme de « titulaire ».

## Article 2. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent **la migration du SDI et la migration du CMSI conventionnel existant en adressable des bâtiments A/B/D.**

Lieu d'exécution de la prestation : CH Roland Mazoin 12 rue Châteaubriand 87200 St JUNIEN.

La description des ouvrages et de leurs composants techniques sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et dans les documents techniques joints au présent dossier de consultation.

## Article 3. Décomposition du marché

### Article 3.1. Décomposition en lots

La procédure n'est pas allotie et comporte un lot unique.

Après étude, l'acheteur a décidé conformément aux règles de la commande publique, de ne pas allotir la présente consultation pour la ou (les) raison(s) suivante(s) :

- ☐ Les achats concernés constituent une famille de prestations homogènes. Ces derniers ne permettent pas de dégager des prestations distinctes et un allotissement pertinent.
- ☐ La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence.
- ☒ La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.
- ☐ La dévolution en lots séparés risque de financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### Article 3.2. Décomposition en tranches

Le présent marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle.

La définition des tranches de travaux est la suivante :

- Tranche Ferme : Migration du SDI et Migration du CMSI

- Tranche Optionnelle : Remplacement du système d'Alarme PPMS (Technologie Filaire sur réseau IP)

L'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à une décision d'affermissement du maître d'ouvrage.

Il ne sera pas accordé à l'entreprise d'indemnité d'attente ou de dédit en cas de retard ou d'absence d'affermissement de la tranche optionnelle.

## Article 4. Forme du marché – Dispositions

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un marché ordinaire traité à Prix Global et Forfaitaire.

## Article 5. Durée du marché – Délai d'exécution des prestations

### Article 5.1. Durée du marché – Délai d'exécution

La durée du marché est fixée à **7 mois (tranche ferme et tranche optionnelle)**, y compris 1 mois de préparation de chantier (hors congés annuels) à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Les délais d'exécution s'inscrivent dans le calendrier prévisionnel (planning enveloppe) établi par le maître d'œuvre, ou le cas échéant le Maître d'Ouvrage. Ils deviennent contractuels après mise au point entre ce dernier et le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) suite à notification.

L'enchaînement des différentes phases et les délais particuliers ou détaillés sont arrêtés pendant la période de préparation de chantier avec les différents attributaires.

### Article 5.2. Exécution complémentaire

Décision de poursuivre :

Lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant prévu pour le marché, il sera fait application de l'article 14 du CCAG-Travaux. Au-delà des dispositions de cet article, la poursuite de l'exécution des prestations pourra être subordonnée à une décision de poursuivre prise par le Pouvoir adjudicateur.

Réalisation de prestations similaires :

Dans le cas où la réalisation de prestation similaire serait nécessaire, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en œuvre l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique. Ainsi, il pourra être conclu un marché similaire avec le titulaire du présent marché, la prise en compte de cette hypothèse ayant été envisagée dans le calcul des seuils de publicité et de mise en concurrence du présent marché.

## Article 6. Pièces contractuelles du marché

### Article 6.1. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

Les pièces particulières sont :

- L'Acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- L'offre financière du titulaire (dont D.P.G.F., hormis quantités indiquées qui ne sont pas contractuelles) ;
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique) ;

- Dossier de plans ;
- Le cahier des charges fonctionnel SSI ;
- Le tableau de corrélation ;
- Planning prévisionnel de l'opération après mise au point avec le maître d'ouvrage ;

Les pièces générales sont :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

Les pièces constitutives du marché prévalent en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

## **Article 6.2. Pièces à délivrer au titulaire du marché**

Le Pouvoir Adjudicateur fera parvenir une copie du marché par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G. / Travaux, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché. La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

## **Article 7. Obligations générales du titulaire**

### **Article 7.1. Changements administratifs affectant le titulaire**

Le titulaire s'engage à informer le CH de SAINT JUNIEN de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- ✓ la personne ayant qualité pour le représenter
- ✓ la forme de l'entreprise
- ✓ la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- ✓ son adresse ou son siège social
- ✓ la cession d'une ou de différentes activités
- ✓ l'acquisition d'une nouvelle activité
- ✓ son adresse bancaire,...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.



## **Article 7.2. Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Les documents devront être remis dans les délais indiqués sur cette dite plateforme.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 5 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte mis en place par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **Dispositif d'alerte et de vigilance :**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Si celles-ci ne sont pas fournies dans les délais demandés le marché pourra être résilié sans indemnités pour faute du titulaire en application de l'article 50.3.1.a du CCAG-Travaux.

## **Article 7.3. Assurance**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, il doit justifier avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Cette attestation est à fournir dans le délai indiqué par le Pouvoir adjudicateur.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **Article 7.4. Confidentialité, protection des données personnelles, mesures de sécurité**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent marché il sera fait application de l'article 5 du CCAG-Travaux.

#### **Article 7.5. Obligations relatives à la sous-traitance**

En application des articles L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra remettre contre récépissé à l'acheteur ou lui adresser par lettre recommandée, avec demande de réception, une déclaration (ou formulaire DC4) contenant les éléments suivants :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- La durée du contrat de sous-traitance ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il devra également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner mentionnée aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la Commande Publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du présent marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la Commande Publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50.3.1.e du CCAG-Travaux).

#### **Article 7.6. Nantissement et cession de créance**

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au CH de SAINT JUNIEN, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

## **Chapitre II. Prix et règlements**

### **Article 8. Contenu et caractère des prix**

#### **Article 8.1. Contenu des prix du marché**

L'unité monétaire est l'euro.

**Le marché est traité à prix global et forfaitaire**, sur la base du montant porté à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 10.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

## **Article 8.2. Variation des prix du marché**

Les prix du marché sont fermes actualisables.

### **Mois d'établissement des prix du marché :**

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, soit – **mai 2025 (mois appelé mois zéro)**.

### **Choix de l'index de référence :**

L'index de référence choisie en raison du type de marché est l'index BT :

n° des lots	désignation	Indice
<b>Unique</b>	<b>Système de Sécurité Incendie</b>	<b>BT 47</b>

### **Modalités d'actualisation des prix :**

Les prix du marché seront actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations indiquée dans l'ordre de service de chaque entreprise.

Les prix ainsi actualisés resteront fermes pendant toute la période d'exécution des prestations et constituent le prix de règlement.

Il sera fait application de la formule suivante :

**Prix actualisé =  $P_i \times (Ind.1 - 3 \text{ mois}) / Ind.0$**

dans laquelle :

**P<sub>i</sub>** = prix initial contenu dans l'offre du candidat

**Ind.1** = indice à la date de début d'exécution des prestations

**Ind.0** = indice de la date limite de remise des offres

## Article 9. Modalités de règlement

### Article 9.1. Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché dans les conditions énoncées au CCAG-Travaux.

### Article 9.2. Application des taux de T.V.A.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### Article 9.3. Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

### Article 9.4. Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, **l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.**

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier. **Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises.**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;

- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé.

#### **Article 9.5. Répartition des paiements**

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

#### **Article 9.6. Paiement des sous-traitants**

Conformément aux stipulations de l'article 7.5 ci-avant :

Désignation du sous-traitant dans l'acte d'engagement (formulaire DC4 annexé, le cas échéant) avec les précisions suivantes :

- la nature et le montant H.T. des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les modalités de calcul et de versements des avances et acomptes,
- la date ou le mois d'établissement des prix,
- les modalités de variation des prix,

- les stipulations relatives aux délais, pénalités et retenues diverses,
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (RIB ou RIP joint).

Désignation de sous-traitant en cours de marché :

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils sont constatés par un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance (il est conseillé au titulaire d'utiliser le formulaire DC4).

L'acte spécial indique :

- la nature et le montant H.T. des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé et ses références,
- les modalités de calcul et de versements des avances et acomptes,
- la date ou le mois d'établissement des prix,
- les modalités de variation des prix,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- la personne habilitée à donner les renseignements,
- le comptable assignataire des paiements, et si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

**Article 9.7. Délai de paiement – intérêts moratoires**

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

**Le comptable chargé du paiement est le comptable public du C.H. de SAINTJUNIEN.**

Les sommes dues sont payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus.

Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€.

Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- facturation avant service fait,...

## Article 10. Avances et retenue de garantie

### Article 10.1. Avances

Il est fait application de l'option B prévue par l'article B.10.1 du CCAG-Travaux.

Ainsi, une avance remboursable est accordée au titulaire du marché conformément aux R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché ou de la tranche ou du bon de commande est supérieur à 50.000 €.H.T. et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Si marché inférieur à 12 mois :

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Au-delà de ce montant de marché, l'avance forfaitaire est fixée à 5 % du montant initial des prestations à réaliser au cours des 12 premiers mois de travaux conformément à l'ordre de service de démarrage des travaux de l'entreprise.

Si marché supérieur à 12 mois :

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Au-delà de ce montant, la durée d'exécution du présent marché étant supérieure à 12 mois, l'avance forfaitaire est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire du marché dès lors que le montant TTC des prestations exécutées au titre du marché atteindra 65 % du montant initial exprimé en prix de base.

Le remboursement sera effectué en totalité dès lors que le taux d'exécution du marché mentionné ci-dessus atteindra 80 % du montant initial exprimé en prix de base.

Il est demandé au titulaire la constitution d'une garantie à première demande pour tout remboursement de l'avance ; dans ce cas, l'avance ne peut être mandatée qu'après constitution de ladite garantie à première demande.

Le délai global de paiement applicable à l'avance court à partir de la date de réception par le pouvoir adjudicateur de ladite garantie à première demande.

### Article 10.2. Retenue de garantie

Conformément à l'article R 2191-3 du Code de la commande publique, une retenue de garantie fixée à **CINQ POUR CENT (5 %)** du montant total TTC du marché, est prévue.

Le remboursement de la retenue de garantie se fera au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.



Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande délivrée par un organisme agréé, conformément aux dispositions de l'article R 2191-36 du Code de la commande publique. Les cautions personnelles et solidaires ne seront pas acceptées.

## Chapitre III. Exécution

### Article 11. Exécution générale du marché

Le descriptif des travaux à réaliser est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Tous les produits et matériaux prescrits dans le CCTP peuvent être remplacés par un équivalent sous réserve de validation du maître d'ouvrage.

### Article 12. Préparation et coordination des travaux

La coordination des travaux est assurée par la maîtrise d'œuvre :

**CITE 4**

2 rue Thomas EDISON  
87220 FEYTIAT

#### Article 12.1. Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous les déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Elle se chargera de l'évacuation de ses propres déchets.

Chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

#### Article 12.2. Mesures concernant la santé et la protection des travailleurs

Il sera établi un plan de prévention conformément aux Art. R. 4511-1 à R. 4514-10 du code du travail.

Le titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions de sécurité du Centre Hospitalier de SAINT JUNIEN.

#### Article 12.3. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

### **Article 13. Modifications en cours d'exécution du contrat**

Des modifications en cours d'exécution du contrat pourront intervenir conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

### **Article 14. Contrôle et réception des travaux**

#### **Article 14.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables.

#### **Article 14.2. Réception**

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG-Travaux.

La réception des travaux fera l'objet d'une décision administrative, que confirmera une visite sur site à laquelle assisteront les différentes parties, selon les modalités énoncées au chapitre 5 du CCAG-Travaux.

Pour l'application de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, à défaut d'un délai fixé par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, l'entrepreneur dispose d'un délai de 30 jours au maximum pour remédier aux imperfections et malfaçons indiquées dans le procès-verbal et appelées réserves.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant dans les conditions mentionnées au CCAG-Travaux.

#### **Article 14.3. Documents fournis après exécution**

Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis sur support numérique (1 CD/clé USB) au format DWG pour les plans, au format PDF, DOC ou XLS pour les autres et sur support papier, en 3 exemplaires.

#### **Article 14.4. Délai de garantie**

Le délai de garantie de l'ensemble des prestations ou installations et ouvrages réalisés par le titulaire seront soumis aux garanties réglementaires définies à l'article 44.1 du CCAG TX, ce délai commençant à compter de la date de notification de la décision d'admission ou de la date d'effet de réception.

Les délais de garantie ont une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 44.1 du CCAG Travaux),
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert,
- 10 ans pour la garantie de solidité des ouvrages (articles 1792 et 2270 du code civil).

Conformément à l'article 42 du CCAG TX, le délai de garantie des tranches de travaux, des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage, les sûretés n'étant libérées qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

## **Chapitre IV. Différents et litiges**

### **Article 15. Pénalités**

#### **Article 15.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, des pénalités pour retard seront appliquées par jour calendaire de retard par rapport au délai d'exécution fixé au planning établi par le titulaire du marché après mise au point avec le maître d'ouvrage.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard, elles seront d'un montant journalier de 100 euros H.T., et s'appliqueront jusqu'à exécution totale des prestations concernées par ce retard.

Ces pénalités seront notifiées à l'entrepreneur par le Maître d'œuvre et immédiatement déduites sur la situation suivante. Elles seront applicables à tout dépassement de délai, prévu au planning et à chaque réception partielle et ce jusqu'à réception définitive.

#### **Article 15.2. Pénalités diverses**

##### **Absence aux réunions de chantier :**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de l'absence par le maître de l'ouvrage.

Les éléments de référence :

- Convocation écrite (mail ou fax) de la maîtrise d'ouvrage et / ou de la maîtrise d'œuvre 15 jours avant la date de la réunion
- Comptabilisation des absences sur compte rendu de réunion

En cas de non-respect, le titulaire subit une pénalité de 200 € HT par absence constatée.

Non remise de documents à fournir :

Le Titulaire se voit appliquer une pénalité de 100 € HT par jour ouvrable de retard et par document non remis dans les délais spécifiés et ce jusqu'à remise dudit document.

Non-respect du port du vêtement de travail :

Si les agents du Titulaire ne sont pas revêtus de leurs vêtements de travail, ou s'ils sont démunis de leurs insignes ou s'ils présentent une tenue négligée, dans ce cas le Titulaire pourra encourir une pénalité de 50€ HT par agent et par infraction constatée.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. En cas de retard, ces opérations seront faites au frais de (des) l'entrepreneur (s) ayant impliqué ce retard, après mise en demeure, sans préjudice d'une pénalité par jour de retard de 250 € HT, et ce jusqu'à remise en état des lieux.

## **Article 16. Résiliation du marché**

Le marché pourra être résilié dans les conditions énoncées aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux. Le titulaire du marché ne pourra, sous peine de résiliation et de dommages-intérêts, céder à des sous-traitants, directement ou indirectement, tout ou partie de ses droits sans le consentement formel et écrit du Pouvoir adjudicateur et sous la condition de rester personnellement responsable envers le Centre Hospitalier Universitaire de Limoges et du CH de SAINT JUNIEN. Dans le cas contraire, la responsabilité du titulaire du marché subsisterait entièrement et le Centre Hospitalier pourrait exercer contre lui tout recours utile.

## **Article 17. Evolution législative ou réglementaire**

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

### Article 18. Droit applicable et tribunal compétent

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG-Travaux.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre les titulaires ou attributaires et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal Administratif du pouvoir adjudicateur, seul compétent :

Tribunal Administratif de Limoges

## Chapitre V. Dérogations au C.C.A.G.

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
Article 5.1	Article 28
Article 6.1	Article 4.1
Article 6.2	Article 4.2
Article 7.3	Article 8.1.3
Article 8.1	Article 9.4
Article 15.1	Article 19